

Vu les fonds dont dispose actuellement le Gouvernement, s'il est incapable de donner suite à ses engagements, il est évident qu'il n'en aurait jamais été capable. Le seul moyen consisterait donc à mettre la main sur encore plus de fonds provinciaux et municipaux et, à toutes fins pratiques, à supprimer les droits des provinces et des municipalités.

Je signalerai un autre point plutôt significatif. Je m'en remets encore une fois au volume que j'avais tantôt.

Une voix: Lisez le texte!

L'hon. M. Drew: Je ne puis m'empêcher de m'interrompre un instant pour entendre les observations de nos amis d'en face, qui, même s'ils approuvent la teneur de ce volume, la répudient cependant. Je les invite à relire ce livre, surtout la déclaration relative à l'application des propositions de 1945. Lorsque le premier ministre nous dit que c'est plutôt difficile à cause des dépenses relatives à la défense nationale, je n'ai pas besoin de rappeler aux honorables députés qu'en 1953, lorsque cette élection était en cours, les dépenses aux fins de la défense nationale étaient plus élevées. Si on a formulé cette déclaration avec sincérité en 1953, on est donc maintenant mieux en mesure d'y donner suite qu'en 1953.

M. Ferguson: Ne rappelez pas au premier ministre ces promesses électorales. C'est injuste. Oh, ce serait mesquin.

L'hon. M. Drew: Je voudrais souligner un autre fait important et significatif. Les propositions que le gouvernement du Canada a faites à la conférence la semaine dernière visaient à remédier au chômage en un temps non déterminé et à la lumière de faits inconnus. Mais ce que les Canadiens veulent savoir, ce n'est pas seulement ce que le Gouvernement est disposé à faire maintenant pour aider ceux qui sont effectivement sans travail, quels que soient les chiffres qu'il présente. Ils veulent savoir ce que le Gouvernement est disposé à faire tout de suite pour stimuler l'économie de notre pays de façon à créer de l'emploi. C'est la question de la création d'emplois que l'on devrait débattre. Aucun pays du globe n'est autant que le nôtre en mesure de créer des emplois et d'accroître la production pourvu que le gouvernement et les Canadiens collaborent avec l'énergie voulue.

On nous a dit au cours du présent débat que le Gouvernement avait foi en notre pays, en laissant entendre que d'autres n'y ont pas foi. Or, monsieur l'Orateur, nous avons foi en notre pays, et nous croyons qu'il nous faut encourager l'exploitation de ses ressources illimitées et, que nous possédons en outre

[L'hon. M. Drew.]

pour les extraire et les transformer d'énormes ressources d'énergie industrielle, je veux dire, l'énergie hydro-électrique, la houille, le pétrole, le gaz, l'uranium et ainsi de suite. Nous disons que l'exploitation de ces richesses peut donner de l'emploi à tous nos travailleurs actuellement disponibles et à des millions d'autres au cours des années à venir.

Une voix: Nous n'avons besoin que d'un nouveau gouvernement.

L'hon. M. Drew: Tout cela exige que l'on s'y mette. Le ministre des Finances a donné un conseil de maître d'école aux fabricants. Il leur a dit qu'ils feraient mieux de relever leurs manches et de faire face à la situation. Voilà qui exige plus que l'action des fabricants, il y faut l'action de tous, celle du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, des municipalités, des employeurs et des employés, de tous les Canadiens. Le fait qui doit retenir notre attention, c'est que le Canada n'a plus affaire, à l'étranger, à des marchés dominés par le vendeur. Il doit lutter contre une concurrence plus vive que jamais.

Le miracle du relèvement européen doit être un enseignement pour chacun de nous. Trois cents millions de gens ont relevé leur économie ravagée par la guerre d'une manière sans égale dans toute l'histoire de l'humanité. Il y a quelques années à peine, nous prenions des airs supérieurs pour parler de la Grande-Bretagne, disant que c'en était fini de ce pays, que les Britanniques étaient fatigués et n'avaient réellement plus d'énergie. Et pourtant aujourd'hui la Grande-Bretagne, avec une population quatre fois plus nombreuse, n'a qu'une fraction de notre chômage. La Grande-Bretagne est aujourd'hui plus prospère que jamais dans toute son histoire. Malgré toutes ses difficultés, la France est fort prospère. L'Italie s'est reprise au delà de tout ce qu'on pouvait imaginer. L'Allemagne de l'Ouest a effectué le rétablissement le plus incroyable. Sur les cendres mêmes des destructions les plus étendues dont un pays ait jamais été affligé, elle a créé l'une des plus grandes régions de production du monde et, comme nous le savons maintenant, s'est hissée en trois ans au rang de troisième nation commerçante du monde, alors qu'il y a six ans nous soulignions la destruction de nombre de ses usines de la Ruhr et de la Rhénanie. C'est un des plus incroyables relèvements. Il en va de même de la Hollande, pays courageux que les Canadiens connaissent et admirent, du Danemark, de la Norvège, des États baltes, de la Suisse aussi, et de l'Espagne et du Portugal, de toute l'Europe enfin, où la production atteint un niveau sans précédent. N'oublions pas la dette que nous avons contractée envers les États-Unis car ce magnifique relèvement